

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/IT/SPEC/Q2/7**

19 avril 2001

(01-1966)

**Comité des participants sur l'expansion du  
commerce des produits des technologies  
de l'information**

Original: anglais

## **COMMUNICATION POUR LE PROGRAMME DE TRAVAIL RELATIF AUX MESURES NON TARIFAIRES**

### Communication du Japon

La Mission permanente du Japon a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 17 avril 2001.

---

En ce qui concerne le programme de travail sur les technologies de l'information du 13 novembre 2000, visant à identifier les mesures non tarifaires, la délégation du Japon a fait part, à la dernière réunion du Comité de l'ATI, le 27 février 2001, de son intention de présenter une notification révisée. Le gouvernement japonais présente cette notification révisée concernant l'inventaire des mesures non tarifaires.

---

L'expérience du Japon a montré que les mesures non tarifaires étaient un élément important pour la promotion du commerce des produits des technologies de l'information. Dans certains cas, l'obligation de fournir des documents pourrait constituer un obstacle important à l'accès aux marchés. Comme exemple de mesures non tarifaires auxquelles les exportateurs japonais ont été confrontés, nous voudrions évoquer l'obligation excessive de fournir des certificats d'origine en vue de la mise en œuvre de l'ATI, ce problème étant susceptible de s'étendre à une vaste gamme de produits des technologies de l'information. Nous expliquons ci-dessous en quoi cette obligation constitue une entrave au commerce.

Il apparaît généralement acceptable que les services douaniers d'un Membre importateur exigent un certificat d'origine pour certains produits lorsqu'il existe une raison légitime de déterminer le pays d'origine du produit.

Par ailleurs, l'obtention d'un certificat d'origine demande aux exportateurs beaucoup de temps et implique des frais élevés. Par conséquent, si l'autorité du pays importateur devait exiger un certificat d'origine sans raison légitime, cela créerait inévitablement une contrainte inutile pour les exportateurs.

Les produits visés par l'ATI bénéficient d'un traitement en franchise du fait de la consolidation des droits de douane. Cela signifie que les participants à l'ATI accordent un traitement en franchise de droits. Dans ces conditions, demander un certificat d'origine pour les produits visés par l'ATI n'aurait vraisemblablement pas d'utilité réelle et pouvait constituer une mesure non tarifaire.

---